

Wilfried A-K. DOUMBIA et Sylviane L. KENGNE SIKADIH

Etudiants de la deuxième année du Master francophone en Etudes internationales, spécialité Développement Europe Afrique de l'Université de Szeged.

La coopération militaire entre l'Union européenne et l'Afrique

Introduction

Les liens entre l'Afrique et l'Europe sont très lointains. De la conquête de l'Afrique à la période des indépendances de ses États en passant par la colonisation, des liens, politiques et économiques, se sont plutôt forgés entre ces deux parties. Dans un contexte de pérennisation et de conservation de ces relations qu'à l'orée des indépendances des États africains que d'autres formes de relations plus cadrées et formelles ont émergées entre l'Europe et l'Afrique. « *Le général de Gaulle, cherchant à éviter la rupture des relations avec les territoires africains engagés sur la voie de l'indépendance estima que le maintien de relations étroites avec l'Afrique était essentiel.* »¹

Ainsi, à la fin des années 50, à l'aube de la naissance des nouveaux États africains, des projets européens apparurent dans l'idée de leur apporter

1 Pour les anciennes métropoles ou pour le développement de ces nouveaux États ? Thèse de doctorat : FARAH, Omar Ali. *La France, la Communauté économique européenne et l'Afrique subsaharienne, de la Convention de Yaoundé (juillet 1963) à la Convention de Lomé 1 (février 1975). Histoire.* Université Rennes 2, 2014.

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01022946/document> consulté le 8 novembre 2016

un soutien de solidarité économique, politique et structurel. Une prolifération d'accords va commencer réunissant les deux continents ou plus précisément, entre la Communauté économique européenne² et l'Afrique de Yaoundé au Cameroun à Cotonou au Bénin : coopération dénommée de nos jours, coopération Union européenne (UE) - ACP³.

Cette coopération est marquée par la signature et la ratification de différents accords dont le premier en date fut l'accord de Yaoundé I, nom de la première association entre les pays ACP⁴ et les États membres de la CÉE (1963-69), élaboré dans la capitale camerounaise. L'accord de Yaoundé II (1969-75), signé dans la même capitale, promettait une part importante de l'aide financée par le Fonds européen de développement (FED) aux pays de l'Afrique francophone. Il s'agissait de soutenir les efforts de construction d'infrastructures à la suite de la décolonisation. Sans conteste, les accords de Yaoundé ont jeté les bases de la nouvelle génération d'accords de Lomé. Nous avons eu/observé une multitude d'accords entre l'UE et les pays ACP à savoir les conventions de Lomé 1, 2, 3, 4 et 4bis (1975-2000) et les accords de Cotonou en 2000 consacrés uniquement aux volets économique et de développement⁵.

Dans l'ère de la mondialisation, après la période de la guerre froide, l'ouverture du monde au libre-échange des capitaux, des biens et des personnes, les effets se sont pervertis en phénomène centro-économique et ont conduit ou réorienté les partenariats entre l'UE et le continent africain. Des phénomènes nouveaux sont apparus et se sont accrus, bouleversant ce nouvel ordre mondial avec une constante menace internationale. Le monde inter-relié d'aujourd'hui est menacé par les mouvements d'actes terroristes, de nouvelles formes de guerres, de flux migratoires importants, (etc.). D'où la nécessité de développer la coopération militaire UE-Afrique dans ce monde de plus en plus interdépendant.

Dès leur accession à l'indépendance et à l'avènement du multipartisme dans les années 1990, les pays de l'Afrique – l'Afrique subsaharienne en particulier – s'enlisent dans une succession de conflits de

2 CÉE: Communauté économique européenne instituée par le Traité de Rome en 1957.

3 Anciennement dénommée coopération ACP-CE à la création de la CEE en 1957.

4 ACP: Afrique Caraïbes et Pacifiques

5 Note historique par la Commission européenne - La Convention de Lomé, Site de l'ACP
<http://www.acp.int/fr/content/note-historique-par-la-commission-europ%C3%A9enne-la-convention-de-lom%C3%A9> consulté le 06/11/2016

différents types⁶, d'autant que les conséquences sont aussi dévastatrices tant en Afrique qu'en Europe. « *Les pertes massives en vies humaines, vagues de réfugiés, populations déplacées, criminalité urbaine, etc.* »⁷ sont autant de faits qui inquiètent et menacent les autres régions. La considération particulière de l'UE à coopérer avec le continent africain sur la question sécuritaire et militaire n'est guère surprenante, car le défi à relever est réellement important pour les deux parties.

C'est ainsi qu'en 1994, une double initiative franco-anglaise a été présentée à l'UE, un document intitulé « *Diplomatie préventive et maintien de la paix en Afrique* ». Deux ans après, la Commission européenne adressa sa première communication au Conseil dont les grandes lignes sont d'accorder une priorité au défi africain⁸.

« Ce n'est qu'en avril 2000 lors du premier Sommet UE-Afrique, tenu au Caire qu'un vrai cadre de dialogue politique entre les parties a été mis en place. Un plan d'action a repris les fondements de base des Accords ACP (développement et démocratie). Mais il a également accentué les nouveaux domaines prioritaires purement politico-militaires liés à la sécurité, comme la consolidation de la paix, la prévention, la gestion et règlement des conflits y compris le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR), le terrorisme, les armes légères et de petit calibre, les mines terrestres, la non-prolifération et l'assistance après un conflit⁹. »

Cette approche préventive des conflits en Afrique, démontre bien l'intention des Européens à se pencher beaucoup plus sur les questions sécuritaires et de paix, bien en amont. La coopération militaire entre les deux parties est la politique d'échanges et d'actions conjointes en vue de venir en aide aux africains dans la prévention et la gestion des crises, ainsi que dans le renforcement des capacités africaines pour rendre les

6 Les conflits en Afrique varient entre les conflits intracommunautaires en conflits inter-étatiques. Ou du moins, des conflits intracommunautaires qui transgressent en « guerre mondiale en Afrique » (pour prendre l'exemple de la RDC qui a mobilisé plus d'un : ONU, UE, OUA, pays voisins de la région dans ses différentes guerres qu'elle a subie).

7 ELA ELA, Emmanuel. « Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2001/2 (n° 202-203), p. 227-239. DOI 10.3917/gmcc.202.0227

8 The European Union and the Issue of Conflicts in Africa – Peace Building, Conflict Prevention and Beyond, Commission of the European Community, Brussels, 06.03.1996. <http://aei.pitt.edu/4280/1/4280.pdf>

9 TÜRKE András István. *La Géopolitique Des Premières Missions De l'union Européenne En Afrique*, Paris :L'Harmattan, 2013.

pays africains plus autonomes et indépendants dans la gestion de leurs propres problèmes sans aides extérieures. C'est dans cette optique que se base le partenariat militaire entre les deux parties.

Cependant, dans l'évolution de ce partenariat UE-Afrique, les objectifs d'autonomisation de la partie africaine en matière de gestion et de résolution des conflits et de développement sont-ils atteints ? Ou alors, pourrait-on se poser la question, dans l'intérêt de quelle partie : l'UE ou l'Afrique ?

Répondre à ces questions demande nécessairement une étude minutieuse et bien détaillée. Nous nous contenterons de donner un aperçu général, sans être exhaustif, des accords signés entre les deux partenaires (première partie), puis énumérer certaines opérationnalisations des différentes adoptions lors des quatre derniers sommets tenus de 2010 à 2014 (deuxième partie).

I. Les principaux accords entre les acteurs de cette coopération

La coopération militaire entre les l'UE et l'Afrique s'établit sur la base de dialogues et de négociations entre la Commission européenne et les différentes institutions africaines à toutes les échelles ; que ce soit l'Union africaine, par le biais de sa Commission, du Parlement panafricain (bien qu'il existe que deux formes) qui entend coopérer avec les institutions panafricaines à savoir, les organisations régionales et sous-régionales et aussi les organisations de la société civile.

Ces dialogues s'organisent à travers des sommets entre les Chefs d'États ou de gouvernements, des réunions ministérielles UE-Afrique et des réunions ministérielles sectorielles Afrique-UE, des groupes de travail d'experts et des relations interparlementaires (Parlement européen et Parlement panafricain). En somme, ces différentes réunions rassemblent au plus haut sommet du dialogue entre les deux continents, l'essentielle des discussions menées au bas de l'échelle de cette organisation de dialogue.

Les différentes adoptions des quatre sommets UE-Afrique dans le domaine militaire

Les accords signés dans le domaine militaire :

- 1- Lors du Premier Sommet UE-Afrique, tenu au Caire en avril 2000, un vrai cadre de dialogue politique entre les parties a été mis en place. Un plan d'action a repris les fondements de base des Accords ACP (développement et démocratie). Mais il a également accentué les nouveaux domaines prioritaires purement politico-militaires liés à la sécurité, tels que la consolidation de la paix, la prévention, la gestion et le règlement des conflits y compris le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR), le terrorisme, les armes légères et de petit calibre, les mines terrestres, la non-prolifération et l'assistance après un conflit¹⁰.
- 2- La stratégie conjointe Afrique-UE (JAES) et son premier plan d'action sur trois ans (2008-2010) ont été finalement adoptés à la clôture de ce deuxième sommet UE-Afrique à Lisbonne, les 8 et 9 décembre 2007 par les chefs d'État et/ou de gouvernement de cinquante-quatre pays africains et des vingt-sept États membres de l'UE. L'UE s'est engagée à soutenir les efforts de construction de l'Union africaine (UA) en octroyant une aide financière pour le soutien à l'initiative africaine pour la création d'un Mécanisme africain d'Évaluation par les Pairs¹¹, lancé en 2003 sur le long terme (*Mécanisme d'autoévaluation par les pairs* : MAEP).

En outre, cette stratégie conjointe relève particulièrement d'un consensus euro-africain sur des valeurs, des intérêts communs et des objectifs stratégiques similaires¹², dont l'un était la priorité accordée

10 Œuvrer à l'élaboration d'une stratégie de partenariat conjointe entre l'Europe et l'Afrique- Premier document sur les enjeux de la consultation publique - Rappel historique du partenariat entre l'UE et l'Afrique ECDPM, Maastricht (Pays-Bas), décembre 2006. p. 6

https://europafrique.files.wordpress.com/2007/02/rappel_historique.pdf consulté le 26/03/17

11 Mécanisme octroyant le droit aux États parties d'évaluer le niveau de gouvernance d'un autre État membre.

12 « Pourquoi une stratégie conjointe ? », *Site du Partenariat Afrique-UE*, <http://www.africa-eu-partnership.org/fr/propos/pourquoi-une-strategie-conjointe>, consulté le 05/11/2016

en premier à la paix et à la sécurité. Dans le même sens d'idée, José Manuel Barroso, ex-président de la Commission européenne estime que cette stratégie du « *partenariat d'égal à égal [...] dépasse le cadre du développement pour aborder les questions d'intérêt commun* »¹³. A cet effet, le 10^e Fonds européen de développement (2008-2013) a consacré une enveloppe incitative de 2,7 milliards d'euros, comprenant des enveloppes nationales et un fonds régional d'environ 300 millions d'euros¹⁴.

- 3- En 2010, lors du troisième sommet Afrique-UE (29-30 novembre 2010) qui s'est finalement tenu à Tripoli - initialement prévu à Syrte - les parties ont adopté la *Déclaration de Tripoli* et le deuxième *plan d'action (2011-2013)*¹⁵ établissant des questions transversales et huit domaines de partenariat stratégique pour 2011 : la paix et la sécurité; la gouvernance démocratique et les droits de l'homme; le commerce, l'intégration régionale et les infrastructures; les Objectifs du Millénaire pour le développement; le changement climatique; l'énergie; les migrations, la mobilité et l'emploi; les sciences, la société de l'information et l'espace.
- 4- Le quatrième sommet Afrique-UE a été organisé à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014, porté sur le thème « *Investir dans les populations, la prospérité et la paix* ». Plusieurs sujets ont été abordés, notamment l'enseignement, la formation, la situation des femmes et des jeunes, la migration légale et illégale entre les deux continents, la création des emplois et l'augmentation de la contribution européenne au système africain de sécurité¹⁶. Néanmoins, l'accent a été particulièrement

13 Le Partenariat stratégique entre l'Afrique et l'Union européenne. Investir dans les personnes, pour la prospérité et pour la paix Conseil de l'Union européenne <http://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/publications/2014/africa-european-union-strategic-partnership/> consulté le 06/11/2016.

14 CHEVALIER, Romy – SIDIROPOULOS, Elizabeth, « La Stratégie de l'Union Européenne pour l'Afrique : vers une meilleure gouvernance et davantage de croissance », ECDPM, p. 2.

15 Il s'appuiera sur les expériences des différents plans et feuille de route mis sur pieds lors des dialogues précédents. Il n'y a pas une grande nouveauté à l'issue de ce sommet.

16 « 4^eme sommet Afrique-UE (2014) », <http://www.africa-eu-partnership.org/fr/4th-africa-eu-summit>

mis sur l'amélioration et le renforcement de la Stratégie conjointe Afrique-UE de Lisbonne en 2007¹⁷.

A cet effet, à l'issue de ce sommet, la feuille de route pour structurer les relations entre l'UE et l'Afrique pour la période 2014 à 2017 a été adoptée, et elle recense les domaines prioritaires communs dont la première priorité est accordée à la paix et à la sécurité¹⁸. Par ailleurs, la CARIC¹⁹ a été mise en place malgré l'opposition nigériane et sud-africaine. Selon leurs arguments, ces projets somptueux sont loin de la réalité et les membres sont incapables de mettre en place des capacités nécessaires.

Malgré tout, les importants moyens déployés pour la mise en œuvre des adoptions lors de ces quatre sommets, ainsi que les stratégies élaborées pour le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique, sont remises en cause par les plans d'action successifs. Aussi, ils relèvent le fait d'un manque de suivi effectif et véritable de ces plans d'action et feuilles de route mis sur pieds, qui sont en plus fragilisés par les nouveaux phénomènes de déstabilisation régionale et inter-continentale.

17 JAES: *Joint Africa-EU Strategy*

18 L'objectif stratégique de cette priorité est d'assurer un environnement pacifique, sûr, sécurisé et contribuant à garantir la sécurité humaine, à réduire la fragilité, encourager la stabilité politique et une gouvernance efficace, et favoriser une croissance durable et inclusive par le renforcement des capacités africaines, lutter conjointement contre le terrorisme international et pour combattre la dissémination d'armes légères.
http://www.africa-eu-partnership.org/sites/default/files/documents/2014_04_01_4eme_sommet_ue-afrique_feuille_fr.pdf consulté le 05/11/2016.

19 CARIC: Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises, sa mise en place est la conséquence de l'échec des forces africaines, lié à la gestion de crise au Mali en 2013 qui a abouti à l'intervention française (Opération Serval). CHAMPEAUX, Nicolas: « Force africaine de réaction rapide: le long chemin du concept à la réalité ». *RFI*, 2014.01.30.
<http://www.rfi.fr/afrique/20140130-caric-sommet-union-africaine-ua-action-rapide-mali-ladsous-lamamra/>

II. Le fonds financier pour la mise en œuvre de la coopération militaire UE-Afrique et les différentes missions

Pour la concrétisation de cette coopération, des moyens financiers et techniques sont singulièrement mis à la disposition de la partie africaine pour l'accompagnement de ses efforts dans le domaine de la paix et de la sécurité.

A. L'aspect financier de la coopération

Pour ce faire, sous la demande même de la partie africaine, l'UE débourse une somme importante pour la mise en œuvre effective des programmes réalisés. En effet, l'APF (la Facilité de soutien de la paix pour l'Afrique) est un instrument financier dérivé du FED, dédié spécifiquement aux efforts de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales (CER) dans le domaine de la sécurité et de la paix dans le cadre du partenariat UE-Afrique. Ces activités s'articulent autour de trois grands axes : le renforcement des capacités les opérations de soutien de la paix et la mise en place d'un mécanisme de réaction rapide²⁰.

20 « *Le renforcement des capacités est une composante majeure de l'APF depuis 2007. Il a pour objectif de développer les capacités de base de l'UA et des CER/MR en matière de planification et de conduite des opérations de soutien à la paix et de mise en œuvre de l'AAPS. À terme, l'objectif est de permettre aux institutions africaines de garantir elles-mêmes la paix et la sécurité sur le continent, sans aide extérieure. Le MRR permet de faire face rapidement à des besoins urgents en assurant une source de financement pour les premières phases des actions de prévention, de gestion et de résolution des crises. L'APF prévoit une enveloppe initiale de 15 millions d'euros pour le MRR, conformément au programme d'action triennal 2014-2016. L'UA et les CER/MR se sont engagées à relever le défi de la paix et de la sécurité en Afrique, en dernier recours par le biais des OSP sous commandement africain. En termes de financement, le soutien aux OPS a représenté le principal domaine d'engagement au titre de l'APF.* » Source : Facilité de Soutien à la paix pour l'Afrique », Site du Partenariat Afrique-UE, <http://www.africa-eu-partnership.org/fr/propos/financement-du-partenariat/apf> consulté le 26/03/17

Ces fonds acheminés vers ces trois priorités, sont évalués à partir de la période de sa création en 2004 jusqu'en 2016, réparti en programmes, à un montant d'environ 1,8 milliards d'euros.

Ce fonds a servi effectivement aux opérations de l'UA dans certains conflits africains :

- 1) L'AMISOM (mission de l'UA en Somalie) qui a bénéficié d'un montant de plus de 275 millions d'euros ;
- 2) La MICOPAX/MICA (mission internationale en RCA), 68.7 millions d'euros entre 2008 et 2013 et 75 millions d'euros entre 2013 et 2014; l'UE a accepté de répondre à la demande de l'UA pour soutenir l'initiative de coopération régionale d'élimination de l'armée du seigneur (RCI-LRA). Elle inclut un Mécanisme de coordination conjoint (JCA) soutenu avec une contribution de près de 2 millions d'euros 2013-2014 ;
- 3) La MISMA (Mali) en réponse à la nécessité de rétablir la sécurité et l'intégrité territoriale au Mali : l'UE a affecté une somme de 50 millions d'euros pour soutenir le déploiement de la MISMA par la CEDEAO en 2013.

Un résultat plutôt faible de ces opérations mais qui doivent leur mérite grâce à l'appui de l'UE au nom des relations qui les lient. L'UE va ainsi employer une autre stratégie plus concrète et probante en réalisant des missions de formation civiles, militaires et polices pour les partenaires africains.

B. Les missions de formations et opérations

L'EURORECAMP est l'ancien programme français RECAMP²¹ qui a été élargi, transformé et intégré dans le système de l'UE, comme outil au service de l'AAPS/APSA de l'UA²² dans le cadre de leur coopération. Puis, le 21 novembre 2008, a été lancé à Addis-Abeba, les cycles de formation AMANI AFRICA dans le cadre de la stratégie conjointe Afrique-UE. Il

21 RECAMP : Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix <http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/recamp.pdf> consulté le 06/11/2016

22 AAPS/APSA : Architecture africaine de paix et de sécurité

répond à l'un des quatre objectifs principaux retenus dans le Partenariat stratégique²³ : « *Renforcer et promouvoir la paix, la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits de l'homme, les libertés fondamentales, l'égalité entre les femmes et les hommes, un développement économique durable, y compris l'industrialisation ainsi que l'intégration régionale en Afrique.* ».

Il contribue à développer la capacité opérationnelle de la FAA (Force africaine en attente) en mettant en œuvre un processus continental de formation, d'évaluation et de prise de décision. Il couvrirait l'ensemble des aspects de la crise (militaire, civil, police).

Parallèlement, l'UE sous résolution de l'ONU vient au secours des Africains en y menant des opérations militaires, civiles et de polices : ARTEMIS-2003 RDC ; EUSEC RD Congo 2005 / mission de l'EU ; Appui de l'UE à l'AMIS Soudan 2005-2007 par le biais de l'APF ; EUFOR-RDC 2006 ; EUFOR Tchad 2008-2009 ; EU SSR Guinée Bissau 2008-2010 ; EUTM Somalie-Ouganda 2010 ; EUTM Mali 2013.

Conclusion

In fine, cette coopération avait des objectifs très ambitieux pour l'Afrique. Cependant force est de constater que jusqu'à présent, les résultats sont plutôt mitigés, quand on sait que l'Afrique demeure toujours une zone d'instabilité permanente due à des crises (militaires, civiles et politiques) régulières et persistantes. Les résultats dépendent des intérêts et de la volonté de chaque partie à tirer profit de la paix et de la stabilité.

Au demeurant, les opérations restent inabouties, certainement parce que les intérêts divergent réciproquement au-delà de la stratégie commune de 2007. Ou alors, convergent dans le sens où, le maintien de cette situation précaire en Afrique soit à l'avantage de l'une ou de l'autre ou toutes les deux en même temps. Car, l'histoire nous rappelle et nous rappellera que certains gouvernements africains ont mis environ 30 ans au pouvoir sans alternance et ont été éjectés de leur siège par des groupes

23 AMANI Africa - EURORECAMP, 11 mars 2008, <http://www.amaniafricacycle.org/> consulté le 07 novembre 2016

armés nationaux avec la complicité des entités extérieures dites puissantes, voire même directement par les forces extérieures.

Cette éjection s'est réalisée sur fond d'instauration de la démocratie, d'alternance, etc. Par contre, il existe de nos jours des gouvernements qui se plaisent dans le trentenaire de leur pouvoir, par ailleurs amis des autres, au mépris de leurs populations sans que ces amis extérieurs puissants ne réagissent. Dans ce cas, l'argument est que chaque État est souverain et le principe de non-ingérence est mis en avant.

Il serait donc humain et judicieux que les deux parties pensent réellement au développement de l'Afrique de manière profonde, notamment par la concrétisation fidèle de tous les plans d'actions et des stratégies adoptées en y mettant de la bonne volonté pour les réaliser.

Bibliographie

- CHEVALIER, Romy – SIDIROPOULOS, Elizabeth, « La Stratégie de l'Union Européenne pour l'Afrique : vers une meilleure gouvernance et davantage de croissance », ECDPM,
- FARAH, Omar Ali. *La France, la Communauté économique européenne et l'Afrique subsaharienne, de la Convention de Yaoundé (juillet 1963) à la Convention de Lomé 1 (février 1975). Histoire*. Université Rennes 2, 2014.
- TÜRKE András István. *La Géopolitique Des Premières Missions De l'union Européenne En Afrique*, Paris :L'Harmattan, 2013.
- Œuvrer à l'élaboration d'une stratégie de partenariat conjointe entre l'Europe et l'Afrique- Premier document sur les enjeux de la consultation publique - Rappel historique du partenariat entre l'UE et l'Afrique ECDPM, Maastricht (Pays-Bas), décembre 2006.